

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 REIMS

Reims, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ALUMINIUM FERRI**

Zone Industrielle  
51330 Givry-en-Argonne

Références : N°D3 i 2023-801  
Code AIOT : 0005701711

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2023 dans l'établissement ALUMINIUM FERRI implanté Zone Industrielle 51330 Givry-en-Argonne. L'inspection a été annoncée le 22/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a été diligentée afin de constater de l'efficacité des mesures et travaux mis en place par l'exploitant pour résorber une fuite d'eau de process vers le milieu récepteur.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALUMINIUM FERRI
- Zone Industrielle 51330 Givry-en-Argonne
- Code AIOT : 0005701711
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALUMINIUM FERRI exploite une installation de traitement de surface à Givry-sur-Argonne. Elle réalise des opérations d'usinage, de polissage et d'anodisation de pièces en aluminium. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2013-APC-57-IC du 06/06/2013, notamment pour les rubriques 2565 et 3260 (IED) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), soumises au régime de l'autorisation.

Le site se situe en zone péri-urbaine aux abords de l'étang de Givry et de la rivière Ante.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets des effluents dans le milieu récepteur	AP Complémentaire du 06/06/2013, article 4.3.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a démontré que les travaux qu'il a effectués sont efficaces et ont permis un retour à la conformité de la collecte des effluents. De plus, l'exploitant a mis en place des mesures de sauvegarde en prévention (pompe de relevage en fin de réseau) afin de limiter la survenue d'un autre dysfonctionnement. Par ailleurs, l'exploitant est actuellement en train d'engager des travaux de réhabilitation de sa ligne de traitement, y compris une réhabilitation totale de la rétention.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets des effluents dans le milieu récepteur

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/06/2013, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b> article 4.3.2</p> <p>"Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits."</p> <p>article 4.3.8 "Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir".</p> <p>D'autre part, une lettre de suite préfectorale du 13/02/2023 demandait à l'exploitant de :</p> <p>"Sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser un traçage de vos réseaux de collecte et d'évacuation des eaux usées industrielles ;</li> <li>• Mettre en place un plan d'action pour résorber les dysfonctionnement identifiés, le cas échéant ;</li> <li>• Réaliser une nouvelle analyse sur vos rejets aqueux avec à minima les trois points de prélèvement suivants : un point en sortie de votre station physico-chimique, un point au niveau du rejet sur le chemin des bois (en amont du fossé busé) et un point au niveau du rejet au milieu naturel dans l'Ante ;</li> <li>• Mettre à jour votre plan des réseaux, comme indiqué dans le précédent rapport de la visite d'inspection du 01 juillet 2022."</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Lors d'une réunion au sein de l'unité départementale de la Marne le 03/08/2023, l'exploitant a présenter à l'inspection :  - les actions de traçage et les travaux engagés et réalisés du 31/07 au 04/08/2023 afin de résorber le problème de fuite acide identifié au niveau de la rétention des bains de traitement ;  - le programme d'investissement et de travaux de remplacement de la ligne des bains de traitement de surface de son site ;  - le projet de mise en place d'un évaporateur pour traiter ses rejets aqueux actuellement traités par une station physico-chimique.</p> <p>Lors de la visite du 24/08/2023, l'inspection a constaté que :  - les travaux de colmatage de la fuite ont été correctement réalisés par l'exploitant ;  - un traçage par colorimétrie réalisé en présence de l'inspection a permis de démontrer l'efficacité des travaux de réparation effectués par l'exploitant ;  - un regard de visite a été installé par l'exploitant en sortie de réseaux d'eaux traitées, à l'extérieur du bâtiment, avec un dispositif de repompage des eaux en direction de la station physico-chimique. Un protocole prévoit l'utilisation de cette pompe en cas de dysfonctionnement de la collecte. Il s'agit d'une mesure préventive proposée et mise en place par l'exploitant.</p> <p>L'inspection considère donc que :  - les demandes de la lettre de suite préfectorale du 13/02/2023 ont été respectées ;  - les articles 4.3.2 (interdiction de rejets directs d'effluents) et 4.3.8 (évacuation des eaux polluées vers un traitement adapté) sont respectés.</p> <p>A la suite de ce retour à la conformité, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, via un arrêté préfectoral complémentaire de réaliser une analyse du milieu récepteur. Cela afin de déterminer l'impact potentiel sur le milieu généré par des rejets diffus d'eaux de process issue de la fuite colmatée par l'exploitant, et les mesures de dépollutions à mettre en place le cas échéant.  Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement proposé en ce sens à Monsieur le Préfet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet